

**NON AU SYSTÈME PROSTITUTIONNEL
NON AU PROJET DE LOI SARKOZY
OUI À UN MONDE SANS PROSTITUTION**

Nous disons non au système prostitutionnel qui organise l'accès payant des hommes au sexe d'autres êtres humains. Nous dénonçons et nous combattons cette exploitation marchande de la sexualité et cette expression de la domination patriarcale.

Nous disons NON au projet de loi Sarkozy :

- non au délit de racolage
- non au harcèlement policier contre les victimes de la prostitution, non à leur criminalisation
- non à la reconduite à la frontière des étrangères, non à leur expulsion, non à la privation de leur titre de séjour

Nous voulons la délivrance d'un titre de séjour **définitif** aux personnes prostituées étrangères sans papiers, sans exiger qu'elles dénoncent les proxénètes et les réseaux

Nous voulons une lutte efficace contre le proxénétisme et les réseaux de traite, y compris par la coopération internationale, puisque la traite s'est considérablement accrue avec le développement de la mondialisation néo-libérale.

Ce n'est pas en s'attaquant aux victimes de la prostitution que l'on combat le système prostitutionnel.

Nous demandons :

- **UN PLAN D'URGENCE POUR LES PERSONNES VOULANT SE LIBERER DU SYSTEME PROSTITUTIONNEL QUI LEUR ASSURE UNE ALTERNATIVE VIABLE**
- la mise en place d' **UN NUMÉRO VERT D'AIDE AUX PERSONNES DANS LA PROSTITUTION**, indépendant de l'Etat, avec des écoutantEs forméEs et qualifiéEs, avec **appel anonyme**.
- **L'ACCÈS DES PERSONNES PROSTITUÉES, SANS DISCRIMINATION, À TOUS LES DROITS UNIVERSELS** : accès aux soins, droit effectif au logement, droit à la CMU, au minimum vieillesse, au Rmi, droit à l'emploi, droit à l'inscription à l'ANPE pour les personnes qui désirent arrêter la prostitution, droit aux formations de longue durée rémunérées, qualifiantes et diplômantes, annulation des dettes fiscales et des amendes.

La prostitution n'est pas un métier. C'est une violence. C'est un système dont profitent les proxénètes, les clients, mais aussi l'Etat qui impose lourdement les prostituées.

La France a ratifié la Convention de 1949 sur « la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui ». Mais elle ne fait rien pour appliquer réellement la politique abolitionniste dont elle se réclame.

Face à l'offensive en Europe menée par les Pays Bas et l'Allemagne qui considèrent la prostitution comme un métier, il est plus que temps de réagir. Il faut des politiques résolues :

- de responsabilisation des « acheteurs », bénéficiaires et acteurs, parmi d'autres, du système d'exploitation que constitue la prostitution
- de formation, d'information et de sensibilisation systématiques, notamment dans l'Education nationale, des jeunes garçons et des hommes, pour leur faire prendre conscience de ce que sont le système prostitutionnel et l'ensemble des violences faites aux femmes
- de lutte contre les violences à l'encontre des petites filles, des jeunes filles et des femmes
- de lutte contre la pauvreté, la précarité et le chômage.

Les organisations soussignées appellent à une manifestation le 10 décembre à 18h30 (anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits Humains) de République à Strasbourg Saint Denis et Grands Boulevards.

Collectif National pour les Droits des Femmes, les Alternatifs, APEIS, CADAC, Café féministe, CIBEL, Collectif féministe Ruptures, Coordination lesbienne nationale, CQFD Fierté Lesbienne, DAL, les Dé-chainées, Encore Féministes I, F.E.M. 2000+, « Femmes libres » Radio Libertaire, Femmes Solidaires, LCR, Ligue des Droits de l'Homme, Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté, MAPP, Maison des femmes de Paris, MFPP, Mille et Une Femmes (Conflans), Mix-cité, Mouvement du Nid, PCF, PS, Rajfire, Réseau « Pour un monde sans exploitation sexuelle », les Sciences Potiches se Rebellent, SOS Sexisme, UCTEH, les Verts.